

NOUS NE PAIERONS NI POUR LEUR DETTE, NI POUR LEUR CRISE !



Barnier avait promis le 49.3 pour entériner une logique d'austérité sans toucher aux exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les patrons, il est parti !

Le nouveau premier ministre Barnier, sur les cendres d'une Macronie à l'agonie, avait tenté de rassembler autour de lui pour un PLF et un PLFSS téléguidés par le grand patronat et sous la pression du RN pour accélérer la casse de notre modèle social.

Un gouvernement en chassera un autre toujours au mépris de la démocratie

Ce sont tous nos conquies qui aujourd'hui plus que jamais sont attaqués : casse de la Sécurité sociale, du service public, des hôpitaux publics au profit d'une financiarisation de la protection sociale avec pour conséquence, chômage et précarité : voilà les conséquences de ces politiques successives de régression sociale alors que les richesses créées par les travailleurs continuent à abreuver le capital et les actionnaires.

Ces grandes entreprises qui après avoir utilisé et abusé de l'argent public et des exonérations de cotisations sociales, privant notre Sécurité sociale de ses recettes, n'ont aucune honte à licencier même si elles sont rentables.

L'industrie licencie, les secteurs de notre Fédération aussi !

Alors que les plans de licenciement se succèdent les uns après les autres dans les secteurs de l'industrie comme du commerce, nos organismes subissent une accélération des suppressions de poste avec son lot de fusion, réorganisation dont les salariés font les frais : 500 suppressions de postes chez France travail qui dans le cadre d'une Loi Plein Emploi qui vise les plus fragiles va devoir accompagner 1,5 millions d'utilisateurs supplémentaires, suppression majeure de financements des missions locales avec baisse du budget État et réduction parfois totale des financements de certaines Régions ou Département, démantèlement du service médical de la Sécurité sociale, plans de licenciement dans les mutuelles et les GPS, alors que les frais de gestion sont revus à la hausse dans le cadre des contrats avec les branches ou entreprise, associations d'aide à domicile en liquidation judiciaire...

La population va payer encore plus pour se soigner et travailler gratuitement

Soyons vigilants sur la résurgence des mauvais coups que comptait le PLFSS 2025 : baisse des remboursements de la Sécurité sociale pour les consultations et les médicaments, diminution des indemnités journalières ou encore l'introduction d'une journée de 7h de travail gratuit pour financer l'autonomie.

Le démantèlement du service médical de la Sécurité sociale contre lequel nos salariés sont mobilisés fait partie de cette casse orchestrée de notre modèle social avec pour objectif final un changement de système.

Nous refusons le changement radical de système de protection sociale qui s'opère afin de nous imposer un système à l'américaine dans lequel la Sécurité sociale se transformerait en aide sociale pour les plus pauvres, laissant la part belle aux assurances et fonds de pension pour ceux qui pourraient se les payer. Un système où seuls les riches pourraient se soigner et s'arrêter de travailler pour prendre leur retraite.

**DE L'INDUSTRIE A TOUS LES SECTEURS PROFESSIONNELS,
PUBLICS ET PRIVÉS, SOYONS DANS LA LUTTE.**

**HAUSSE DES SALAIRES ET DES PENSIONS
SUPPRESSION DES EXONÉRATIONS DE COTISATIONS SOCIALES
CONTRE LES LICENCIEMENTS
INDEXATION DES SALAIRES SUR L'INFLATION**

LE JEUDI 12 DÉCEMBRE 2024

**LA FÉDÉRATION APPELLE TOUS LES TRAVAILLEURS DE NOS CHAMPS À FAIRE
GRÈVE, À SE MOBILISER ET À PARTICIPER AUX INITIATIVES EN TERRITOIRE.**